XXIIIe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions (4)

Jacques Jurquet

Voir pages 4, 5

Jeudi 24 mai 1979 – No 1 099

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 1,70 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Procès d'exception contre les travailleurs

Mercredi 23 mai, deux procès s'ouvrent à Paris et à Briey. La Cour d'appel de Paris doit se prononcer sur les condamnations de trois manifestants inculpés le 23 mars. A Briey, c'est le procès en flagrant délit des manifestants arrêtés à Longwy dans la nuit du 18 au 19 mai. Procès injustes, procès de l'arbitraire, procès d'intimidation contre les travailleurs. Mardi 22, un meeting syndical et une manifestation ont réclamé à Paris la libération de tous les inculpés.

Voir page 3

Mardi, l'Europe

PAYS aux grandes traditions démocratiques, refuge de la démocratie libérale avancée, les formules ne manquent pas pour célébrer ce qu'il faut bien considérer comme une fiction. La réalité de la campagne en cours pour les élections européennes fournit un cinglant démenti à toutes les descriptions rose bonbon de la *« démocratie à la française »*.

S'impose comme une évidence le fait que le débat politique est dans notre pays entièrement subordonné à l'argent. En effet, présenter une liste à ces élections suppose de pouvoir débourser au bas mot et au minimum trois millions de francs lourds. Dépense dont seuls quatre grands partis seront remboursés puisque la condition pour bénéficier des largesses de l'État, c'est de dépasser un score électoral de 5 % des voix.

Autre évidence, c'est la présence hégémonique dans tous les médias : radio, télévision (qu'elles soient apparemment privées ou prétendument publiques) mais aussi dans la presse de ce qu'il est convenu d'appeler la bande des Quatre. Quatre partis qui sont devenus de véritables institutions de la république bourgeoise. Tous quatre, à des degrés divers, liés à l'appareil d'État et installés dans les différents rouages de sa gestion. Depuis des semaines déjà on ne voit qu'eux et on n'entend qu'eux jusqu'à la nausée lorsqu'on tourne le bouton d'un poste. Mais ce n'est pas tout. L'ouverture officielle de la campagne électorale le 26 leur assurera la même présence abusive. Chacun des quatre aura droit à une demi-heure sur les ondes tandis que les « petites listes » devront se contenter d'un temps global d'une demi-heure avec un plafond de cinq minutes pour chacune d'entre elles.

Quant à nous, c'est sans appel que la sélection de l'argent nous interdit de participer à ces élections. Malgré tous les obstacles dressés devant nous par cette démocratie discriminatoire, le PCML participera activement à la bataille politique des élections européennes, sans radio, sans télévision, avec les seules forces de nos huit pages quotidiennes, avec l'énergie de ses militants. Nous le ferons avec la conviction de défendre les intérêts des classes ouvrières et peuples d'Europe. Dès son édition de mardi prochain, l'*Humanité rouge* se consacrera plus largement à cette tâche.

Pierre MARCEAU

Giscard et Bokassa

Une indignation à retardement ...

LA nuit du 18 au 19 avril derniers, à Bangui, la capitale de l'Empire Centrafricain. L'armée cerne les quartiers populaires. Depuis quelque temps, les étudiants centrafricains sont en grève, et le 8 avril, le régime a fait arrêter deux étudiants sous des prétextes divers. En fait, ce qu'il veut, c'est briser le mouvement des étudiants et des élèves.

Loin de calmer le mouvement, ces arrestations ne font qu'attiser la colère des jeunes et dès le lendemain une grève est déclenchée. Huit jours plus tard, le 17 avril, elle se poursuit et une meeting à même lieu dans une église de Boy-Rabe, un quartier populaire de Bangui.

La nuit suivante donc, la garde impériale, sous la direction du général Inga, investit les quartiers populaires de Malimaka, Boy-Rabe, Zande et Nzakara. Une véritable chasse est ouverte : on arrête tout ce qu'on trouve de jeunes. L'armée pénètre dans les maisons et emmène les enfants de force. Certains parents s'opposent avec succès à la troupe, mais ils sont peu nombreux. Au total, entre 200 et 250 enfants de 8 à 16 ans ont été ainsi arrêtés au matin.

Le lendemain, plus de 80 d'entre eux seront morts, battus, torturés, asphyxiés dans des cellules hermétiques où ils ont été entassé les uns sur les autres.

Mais évidemment, le gouvernement français n'en sait rien officiellement... On le croyait pourtant mieux renseigné : la France est le premier partenaire économique de l'empire Centrafricain, les conseillers français en tout genre ne manquent pas à Bangui, Bokassa passe même pour être un « grand ami personnel » de Giscard. De toute façon, il est un bon garant des intérêts impérialistes français dans le pays. Mais il ne faudrait pas voir de rapport entre ceci et cela...

Le 7 mai, les étudiants centrafricains en France rendent public un communiqué dans lequel, avec déjà suffisament de détails, ils font état du massacre du 18 avril. Ce communiqué est reproduit dans l'*Humanité rouge* du 10 mai. Mais là aussi, toujours un pudique silence officiel...

Le 15 mai, enfin, c'est Amnesty international qui donne la nouvelle et celle-ci est annoncée en première page du *Monde*. Cette fois, c'est trop gros, on ne peut plus espérer à l'Elysée que l'événement, comme le précédent massacre de Bokassa, les 400 morts du 21 janvier, va pouvoir rester dans l'ombre.

Le soir même, la situation est claire : sur *TF1*, aux informations, Gicquel consacre plusieurs minutes à cette information (alors qu'il n'avait pas dit un mot des 400 morts de Janvier). Ce n'est pas pas humanisme, c'est que les ordres sont tombés.

Bokassa n'est plus assez « sûr » pour l'impérialisme français. Régnant dans son pays à coup de crimes, discrédité au niveau international par l'horreur de ce massacre, il n'est plus l'« homme qu'il faut » pour l'Elysée. Et successivement, on voit l'ambassadeur français à Kigali quitter l'aéroport quand Bokassa arrive par avion, Giscard refuser de lui serrer la main (en public) et on apprend mardi que l'ambassadeur à Paris démissionne de son poste, confirme les massacres et crée un « Front de libération des Oubanguiens ».

Si tout cela ne reposait pas sur une tragédie ignoble, on serait tenté de sourire devant l'hypocrisie du gouvernement français, devant sa rapidité à comprendre qu'un allié devient trop gênant, devant tant de cynisme...

Tout cela ne nous fera pas oublier que, si Bokassa n'est qu'un assassin sanglant, l'impérialisme français porte lui aussi une lourde part de responsabilité et son empressement de tenter de la masquer n'en est que la meilleure preuve...

Serge FOREST

Voir page 8

RENNES

Les faux semblants de la démocratie municipale

L'avant dernier article de notre série : Mairie de Rennes : 2 ans de gauche

LE MONDE EN MARCHE

Lettre ouverte des patriotes cambodgiens à «L'Humanité»

De la propagande à la réalité, il y a un gouffre !

Voici des extraits d'une lettre ouverte, adressée à *l'Humanité* et à son directeur Roland Leroy, par le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

Après avoir rappelé que l'URSS aide le Vietnam à occuper le Cambodge et que tous deux sont en train d'étendre la guerre à toute l'Asie du Sud-Est, la lettre reprend point par point et chronologiquement les prises de position successives adoptées par Hanoï et publiées dans *l'Humanité*. Elle montre que la propagande vietnamienne n'a pas peur de se contredire d'un jour à l'autre et de reconnaître aujourd'hui ce qu'elle niait farouchement la veille.

(Le titre et les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge).

(...) Les mensonges les plus grossiers ont été répandus et amplifiés par la machine de propagande de l'Union soviétique, ses quelques pays satellites et votre journal *l'Humanité*. En voici quelques exemples :

Le 31 décembre 1977, le Gouvernement du Kampuchea Démocratique a dénoncé le sinistre projet vietnamien de « Fédération indochinoise ». Pour tromper délibérément l'opinion publique, vous avez publié la déclaration hypocrite du Premier ministre vietnamien Pham Van Dong à l'occasion d'une conférence de presse à Colombo (Sri Lanka) : *« Certains inventent cette histoire* (de « Fédération indochinoise ») *pour fomenter des troubles »*. (l'Humanité du 6 mars 1978).

Se moquant de ses lecteurs et conformément aux plans criminels de vos amis vietnamiens, *l'Humanité* a publié les déclarations fallacieuses de Tran Thien Can, Premier secrétaire de l'ambassade vietnamienne à Paris : *« Quant à l'allégation selon laquelle le Vietnam attaquerait, agresserait, chercherait à annexer le Cambodge, c'est une calomnie de la clique Pol Pot-Ieng Sary pour tenter de cacher la vérité (!) de sa politique. Nous n'empiéterons pas — pas même d'un pouce — sur le territoire de nos voisins »*. (l'Humanité du 6 janvier 1979).

Deux jours après, l'ambassadeur vietnamien à Paris a dit : *« Il s'agit d'une guerre révolutionnaire interne dans laquelle personne de l'extérieur ne peut s'ingérer. »* (l'Humanité du 8 janvier 1979)

Pendant ce temps là, les troupes vietnamiennes d'agression occupent la capitale Phnom Penh. L'opinion mondiale éprise d'indépendance, de justice et de paix dénonce et condamne l'agression et l'invasion vietnamienne au Kampuchea et exige le retrait des troupes étrangères hors de ce pays.

Votre correspondant particulier, Alain Ruscio, continue à mentir de Hanoï :

« Certaines agences de presse (occidentales) *font état de participation massive de l'armée vietnamienne aux combats au Kampuchea. Dans le milieu bien informé (!) de Hanoï, on dément toujours catégoriquement ces informations. »* (l'Humanité du 9 janvier 1979).

Monsieur le directeur, Vos amis dirigeants du PCF et vous-même, vous vous placez du côté des agresseurs vietnamiens et leurs maîtres soviétiques, c'est votre plein droit. Mais vis-à-vis du peuple du Kampuchea victime de l'agression vietnamienne et vis-à-vis des peuples du monde, vos amis dirigeants du PCF et vous-même, vous assumez de lourdes responsabilités en tentant de tromper, par vos articles et publications, l'opinion publique et cacher délibérément les crimes barbares commis par les envahisseurs vietnamiens contre le peuple innocent du Kampuchea.

3 mois plus tard : l'aveu

Il a fallu attendre le 26 mars 1979 pour que les autorités vietnamiennes, devant la ferme condamnation des peuples et pays du monde qui ont exigé le retrait inconditionnel des troupes vietnamiennes hors du Kampuchea, reconnaissent leur agression contre le Kampuchea et avouent par la voix de leur Vice-premier ministre Nguyen Duy Trinh : *« Se basant sur le traité (!) de paix, d'amitié et de coopération vietnamo-kampuchéen, et à la demande du Conseil révolutionnaire du Kampuchea, le Vietnam est convenu que les forces armées vietnamiennes aideraient le peuple kampuchéen à défendre son pays. Je remarque que c'est une contribution à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est.*

La coopération et l'entraide dans tous les domaines entre nos deux pays reposent sur le principe d'un accord de plein gré et du respect mutuel de l'indépendance et de souveraineté. Elles visent à préserver les acquis révolutionnaires de chaque pays. Elles sont en conformité (!) avec l'esprit de la Charte des Nations Unies ainsi qu'avec les objectifs et les principes (!) du mouvement des non-alignés ». (l'Humanité du 27 mars 1979.)

Par ces paroles arrogantes, les autorités vietnamiennes méprisent l'opinion publique mondiale. En effet, tout le monde sait parfaitement que le prétendu « Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea » est une création vietnamienne et que les autorités de Hanoï l'utilisent comme un paravent pour cacher leur agression contre le Kampuchea.

Une justification a posteriori

Comment Nguyen Duy Trinh peut-il « se baser » sur un « traité d'amitié et de coopération » signé avec le prétendu « Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea » en février 1979 alors que la première agression de grande envergure datait déjà de décembre 1977 et qu'à ce moment-là, le « Conseil populaire révolutionnaire du Kampuchea » n'était pas encore né ? Nguyen Duy Trinh lui-même devrait le savoir mieux que quiconque puisque la création du « Conseil » a été annoncée par Radio-Hanoï le 2 décembre 1978. Cette déclaration de Nguyen Duy Trinh montre d'une façon éloquente que les diplomates vietnamiens Vo Van Sung, Tran Thien Can et les autres sont des menteurs internationaux. En outre, l'opinion sait parfaitement que ni la Charte des Nations Unies, ni les principes du Mouvements des non-alignés n'autorisent le Vietnam à envahir le Kampuchea ; occuper ce pays souverain et indépendant.

Enfin, à court d'arguments, Nguyen Duy Trinh ajoute : *« Quoi qu'il en soit, la présence des forces armées vietnamiennes au Kampuchea est une affaire qui concerne uniquement les deux pays et qui est de leur ressort. »* (L'Humanité du 27 mars 1979).

Voilà la logique des autorités vietnamiennes acculées dans l'impasse.

De la parole aux actes

En ce qui concerne l'indépendance des nations et la non-ingérence, de son côté, Georges Marchais répète et ressasse : *« Nous affirmons les principes de souveraineté des nations, d'indépendance, de non-ingérence de quelque puissance que ce soit dans les affaires intérieures des pays. »* (l'Humanité du 10 mai 1979, rapport de Georges Marchais, XXIIIe congrès du PCF).

Mais dans le même rapport, G. Marchais parle cyniquement *« d'aide apportée par le Vietnam au peuple cambodgien, victime d'un génocide d'un autre âge »* ; par ailleurs, le secrétaire général du PCF a affirmé à plusieurs reprises dans ses discours que *« le Vietnam a bien fait d'aider* (c'est-à-dire d'agresser et d'envahir) *le Cambodge. »*

Le génocide du peuple du Kampuchea dont parle Georges Marchais est le fait des envahisseurs vietnamiens qui l'ont massacré sans distinction aucune (hommes, femmes, enfants) dans le but criminel d'exterminer la nation et le peuple du Kampuchea et d'occuper définitivement le Kampuchea démocratique, le transformant en une province vietnamienne. Voilà le véritable génocide. Vous prétendez que les occupants vietnamiens sont venus au Kampuchea pour « libérer » le peuple du Kampuchea. Ainsi, votre logique est celle d'Hitler qui, en son temps, est venu en France pour « libérer » le peuple français ; tout comme les chars soviétiques ont « libéré » le peuple tchécoslovaque en 1968 (...)

Menace militaire vietnamienne sur la Thaïlande

Derrière les prétextes : la descente vers le Sud

La situation ne fait que s'envenimer à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

D'UNE part, Hanoï et son protégé installé à Phnom-Penh accusent la Thaïlande de *« complicité avec les Khmers rouges »* parce qu'elle laisse passer des résistants et des paysans venus du Cambodge.

D'autre part, la Thaïlande accuse le Vietnam de pousser son offensive anti-cambodgienne jusqu'aux frontières thaïlandaises et de menacer ainsi l'indépendance de la Thaïlande, contrairement à la promesse de Hanoï qu'il n'y aurait pas de troupes vietnamiennes le long des 900 kilomètres de frontière khméro-thaïlandaise.

Pour faire face à ces menaces, les troupes thaïlandaises ont été mises en état d'alerte à la frontière et elles ont reçu l'ordre d'empêcher la pénétration de troupes vietnamiennes sur leur territoire. Plusieurs villages thaïlandais ont été évacués après avoir été touchés par des tirs vietnamiens, effectués depuis le territoire cambodgien.

DES PRÉTEXTES

Accuser la Thaïlande de *« complicité avec les Khmers rouges »*, voilà une affirmation qui risque de se retourner contre ses auteurs. En effet, si le Vietnam n'avait pas occupé le Cambodge et lancé une offensive massive à l'ouest du pays contre les résistants, ceux-ci ne seraient pas contraints de transiter par la Thaïlande, avant de regagner le Cambodge plus au sud. La cause première de cet afflux de Cambodgiens en Thaïlande, c'est donc bien l'agression vietnamienne au Cambodge.

En ce qui concerne les menaces vietnamiennes sur la Thaïlande, il faut voir les véritables raisons.

Invoquer *« le droit de poursuite »* contre les résistants cambodgiens qui passent en Thaïlande n'est jamais qu'un prétexte. Des prétextes, les agresseurs en trouvent toujours : quand 50 000 soldats vietnamiens ont occupé le Laos, Hanoï avait prétendu qu'il fallait aider ce « petit » pays à se défendre (quel bon sentiment !) ; quand 120 000 autres soldats vietnamiens avaient occupé le Cambodge, Hanoï avait prétendu que c'était *« un cas spécial »*, rendu nécessaire par *« la tyrannie sanguinaire de Pol Pot-Ieng Sary »*. Ce à quoi les officiels thaïlandais répondent : *« Il n'y a rien dans les réglements internationaux qui fassent référence à des "cas spéciaux", car il est évident que n'importe quel pays pourrait alors s'en réclamer. Et, en vertu d'une telle politique, rien n'indique que la Thaïlande ne sera pas un jour prochain un autre "cas spécial" »*.

UNE LOGIQUE D'AGRESSEUR

Mais alors, quels sont les mobiles fondamentaux qui poussent ainsi le Vietnam à s'en prendre à tous ses voisins ?

Ce n'est rien d'autre que la logique de tout Etat expansionniste : dominer toujours et toujours davantage de pays.

Au départ, les ambitions propres au Vietnam étaient relativement « modestes » (!) puisqu'elles ne concernaient que les deux autres pays d'Indochine (la fameuse Fédération indochinoise).

Seulement voilà, pour réaliser ses propres ambitions, Hanoï a été obligé de se vendre à Moscou. Et les ambitions de Moscou sont autrement plus démesurées !

DESCENDRE VERS LE SUD

Le Laos et le Cambodge, ce n'était que du menu fretin pour les appétits planétaires de l'hégémonisme russe.

Un simple coup d'œil sur une carte de la région permet de saisir immédiatement les objectifs soviétiques : le Laos, le Cambodge ne sont qu'un premier pas dans la marche vers le sud. Ce qu'il faut à Moscou, c'est la Thaïlande puis la Malaisie pour arriver jusqu'au détroit de Malacca, ce détroit qui permet de tout contrôler : aussi bien les lignes d'approvisionnement du Japon (qui passent par là) que les flottes militaires américaines ou européennes dans l'océan Indien et le Pacifique.

On voit immédiatement l'enjeu décisif de cette mainmise soviétique sur ce détroit en cas de conflit mondial : la flotte américaine du Pacifique serait dans l'impossibilité de faire la jonction avec celle de l'océan Indien, et vice-versa.

En se mettant au service d'une telle politique d'hégémonisme planétaire, Hanoï joue un sale jeu. Mais qu'il se méfie : la résistance qui se développe au Laos et au Cambodge et la volonté d'indépendance proclamée par la Thaïlande ne présagent rien de bon pour lui.

Qui sème le vent, récolte la tempête !

Claude LIRIA

GUILLOUARD (NANTES)

Après l'accident, la colère et les actes

Photo HR

Dans notre édition d'hier (No 1 098), nous relations l'accident dans lequel Patricia, jeune ouvrière de chez Guillouard, a eu la main broyée. Accident du travail dû aux mauvaises conditions de sécurité et au boni : aux cadences avec les chefs derrière qui poussent à aller toujours plus vite. Mardi, les travailleurs et travailleuses, qui sont depuis en grève totale, ont retenu le directeur Sirvin et d'autres cadres pour obtenir satisfaction sur leurs revendications : en premier lieu la suppression du boni.

LORRAINE

Usine Sollac, le ton monte !

Thionville correspondance

LES fondeurs des hauts fourneaux de Patural à Hayange entament leur deuxième semaine de grève et poursuivent le blocage de la voie ferrée qui alimente en fonte l'aciérie de Sollac.

La direction a déjà mobilisé ses cadres pour casser la grève. Il faut savoir qu'à la Sollac, les directeurs, les chefs de service, les contremaîtres ont déjà une longue pratique de l'intimidation et du coup de force.

Ils l'ont rappelé mardi 22 mai, en tentant de bousculer le piquet de grévistes pour libérer la voie ferrée. Ils étaient une centaine en costume ou en bleu, sous-directeur en tête. A cent contre une quinzaine, profitant d'une faiblesse temporaire du piquet. Sans doute auraient-ils réussi leur coup sans l'intervention d'un paquet de travailleurs, qui revenaient du tribunal de Thionville où les juges venaient d'ordonner l'évacuation immédiate de la voie ferrée, et d'un groupe de militants CFDT alertés au cours d'une réunion syndicale. En quelques minutes, le rapport de force s'était inversé et le commando dut replier bagage avec un sous-directeur balafré.

Au seuil de leur deuxième semaine de grève, les fondeurs manifestent une combativité non-entamée, renforcée par la solidarité qui s'est manifestée hier contre l'agression des cadres.

Rappelons qu'ils se battent principalement pour un septième homme au plancher de travail, pour mettre fin à des disparités de salaire scandaleuses et pour une foule de revendications en matière d'hygiène et de sécurité que la direction refoule depuis des années.

Le lock-out qui frappe déjà l'ensemble des hauts fourneaux et les deux agglomérations va probablement s'étendre à l'aciérie privée de fonte et aux laminoirs qui tournent encore sur leurs réserves. Les douze mille travailleurs de Sollac sont alertés ainsi que les sidérurgistes du groupe voisin Sacilor. Isolés, les fondeurs risquent l'usure. Soutenus par plus de dix mille aciéristes et lamineurs, ils peuvent comme à la Solmer tenir en échec une direction de choc.

Pendant ce temps, les travailleurs de Longwy se mobilisent pour aller soutenir leurs camarades arrêtés au cours de la nuit du 17 au 18 mai et jugés aujourd'hui à Priey.

A la Lainière de Roubaix : le second souffle de la lutte

Nord, correspondance.

APRES les provocations menées par les cadres pour forcer le piquet de grève, lundi matin, et la riposte énergique d'un certain nombre de travailleurs de la Lainière décidés à refuser ce coup de force, la situation s'est décantée. Un protocole d'accord a été signé lundi midi par les trois organisations syndicales, qui, de l'aveu même de la plupart des délégués, s'il représente quelque chose, ne correspond pas à ce que l'on pourrait obtenir. Dans le même temps, le piquet de grève était levé, non sans discussions, et parfois même, plus tard, avec les travailleurs ; résultat, lundi, il restait une centaine seulement de non-grévistes.

Mardi matin, une partie de l'équipe est entrée, sous la protection des cadres cités plus haut, mais la situation s'était nettement clarifiée, car une assemblée générale, destinée à faire le point, à discuter et à prendre des décisions en s'organisant en conséquence, était convoquée par l'intersyndicale pour toutes les équipes mardi après-midi. Le moral des travailleurs est en hausse ; c'est qu'à la filature Curie (Tourcoing), ils poursuivent aussi la lutte.

Certes, l'équipe du matin a repris en partie mardi, mais comment ne pas partager l'ardeur des ouvriers à la porte quand on entend cette dame d'une trentaine d'années dire : *« Moi, j'ai travaillé hier, j'ai d'abord attendu dans le bus, et puis quand j'ai vu les cadres qui disaient qu'on pouvait y aller, je suis rentrée. Après, j'ai regretté. Et quand je suis sortie, je n'étais pas fière ! C'est que j'ai réfléchi. C'est pour nous qu'on fait grève. Alors, aujourd'hui, je suis sur le trottoir, je ne suis pas rentrée, je fais grève avec vous ».*

Mobilisation contre la répression à Paris

Mercredi 23 mai : nouvelle journée-répression. C'est en effet ce jour-là que s'ouvre à Paris le procès en appel de trois manifestants du 23 mars, devant la 10e chambre de cour d'appel. Au même moment, à Briey (Meurthe-et-Moselle), doit s'ouvrir le procès des manifestants arrêtés à Longwy dans la nuit du 18 au 19 mai (avec parmi eux notre camarade journaliste du *Quotidien du peuple*), en audience des flagrants délits.

Pour protester contre cette violence policière et judiciaire, qui devient systématique, se tenaient le 22 mai à Paris, d'abord un meeting syndical à la bourse du travail place de la République, puis vers 19 h 15 une manifestation des organisations politiques et du collectif national pour la libération des emprisonnés boulevard Magenta.

Le meeting syndical

C'EST à la Bourse du travail, rue Charlot, que la CGT, la CFDT, la FEN et le Syndicats des avocats de France avaient convoqué un meeting pour exiger la libération des emprisonnés du 23 mars et du 1er mai et la défense des droits syndicaux. Un peu plus de mille personnes, militants syndicaux, jeunes du comité d'étudiants de Nanterre et du comité pour Philippe Duval, avaient répondu à l'appel.

J. Pierre Bobichon de la CFDT, Lecouturier de la FEN se succédaient à la tribune devant un public houleux, une partie de la salle réclamant que l'assistance rejoigne la manifestation prévue à la même heure. *« Unité dans la rue »* scandait le fond de la salle.

Puis Francis Jacob, au nom des avocats de France, dénonçait avec force les flagrants délits qui sont *« la honte de la justice de notre pays »*, la loi anticasseurs et la Cour de sûreté de l'Etat. Après lecture de messages, c'est Edmond Amiable, secrétaire de l'UR-CGT, qui clôturait en rappelant en particulier que le gouvernement avait refusé une enquête sur les agissements de la police le 23 mars.

Plusieurs fois, des appels sont partis de la salle pour rejoindre la manifestation, et c'est un cortège de 500 personnes environ qui se formait vers 19 heures, dès la clôture de ce bref meeting d'à peine une heure, pour rejoindre les manifestants boulevard Magenta.

La manifestation

PLACE de la République, s'étaient réunis les manifestants après l'interdiction du rassemblement à la Bastille.

Après une heure d'attente au boulevard Magenta, le cortège s'ébranlait vers la gare de l'Est, point de dislocation autorisé. Les organisateurs avaient décidé d'attendre la fin du meeting syndical pour permettre à ceux qui le voulaient de participer à la manifestation. C'est en tout 3 000 personnes qui ont défilé rapidement sous la surveillance de nombreux CRS, en réclamant *« la libération des emprisonnés du 23 mars et du 1er Mai »* et *« l'abrogation de la loi anticasseurs »*. Après une courte intervention du collectif national pour la libération des emprisonnées nouvellement créé appelant à renforcer ses rangs, la dislocation avait lieu sans incident. Mais encore après 20 h, de petits groupes restaient devant la gare de l'Est, interpellant les CRS et leur reprochant « leur sale boulot ».

Claire MASSON

Campagne électorale du PCF sur l'Europe

3 000 paysans à Paris

Mardi 22 mai au soir, Tour Montparnasse à Paris, c'est là que se sont retrouvés les deux à trois mille paysans que le PCF a fait déplacer à Paris dans le cadre de sa campagne électorale. Pour Lajoinie, l'orateur principal, membre du bureau politique, une cible, l'Europe, le remède : votez PCF.

L'AUDE, l'Allier, le Calvados, l'Ariège, la Bretagne, toutes les régions sont sans doute représentées. Teints hâlés, visages burinés : les visages pâles des travailleurs parisiens se distinguent facilement et ils ne sont pas foule. Sur les nombreux tréteaux : pâté, vin, saucisson, etc. Ce direct du « *producteur au consommateur* » est un peu factice. Sur la boîte de camembert par exemple, cinq lettres : UCALM. Vous avez compris. Vous trouverez la même chose au supermarché sauf peut-être pour le coup de rouge ou de Calva. Car les voilà bien celles qui vivent de la sueur et de la ruine des travailleurs des villes et des campagnes : les firmes agro-alimentaires chères à Giscard-Barre.

Les visages sont graves. Au micro, un paysan expliquera l'engrenage : tout qui augmente, sauf, bien sûr, le prix de ce qu'il vend. Alors Lajoinie qui fit l'intervention centrale indiquera la cible, celle qui fait l'affaire des dirigeants du PCF : l'Europe, le Marché commun. La cause de la ruine des travailleurs de la terre, c'est le Marché commun ! Comme si l'exode rural était brusquement apparu avec la CEE. Il insistera particulièrement sur l'Allemagne, « instrument des USA », ces Allemands qui achètent des terres en France, sans préciser que ce n'est le fait ni des ouvriers ni des 82500 paysans : disparus en 10 ans, ces Allemands qui mettent en péril notre sidérurgie et qui ruinent la région parisienne, etc.

Pas un mot sur les luttes paysannes en cours. Les pancartes qui proclamaient : *« Nous voulons vivre du travail de la terre au pays »* ou *« Nous voulons que le travail de l'agricultrice soit reconnu »*, montrent bien que la situation de la paysannerie laborieuse se dégrade de jour en jour. Ce n'est certainement pas ce rassemblement qui aura permis de faire progresser l'indispensable unité ouvriers-paysans, nécessaire pour se battre contre la prochaine loi agricole de Giscard-Barre. Ce rassemblement parisien, si la situation pour des milliers de travailleurs de la terre n'était pas si tragique, pourrait être considéré comme le dernier gadget de la campagne électorale...

R.B.

XXIII^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Premières réflexions (4)

Jacques Jurquet

Les trois premières parties de cet article ont été publiées dans les numéros 1 096, 1 097 et 1 098. Vous pouvez les commander à l'administration.

POURQUOI éclata dans les années 1960 la plus grave crise qu'ait jamais connue le Mouvement communiste international ? Pourquoi cette crise déboucha-t-elle d'une part sur la constitution d'un groupe de pays prétendus socialistes et de partis prétendus communistes soumis à la baguette de l'Union soviétique et d'autre part sur l'opposition d'autres États socialistes et partis communistes et la naissance de nouveaux partis totalement en rupture avec l'Union soviétique ?

Parce que le Parti « *communiste* » de ce dernier pays entendait poursuivre ses relations avec les autres, États et partis, en leur imposant ses méthodes, sa propre politique étrangère, la politique décidée par lui pour leurs affaires intérieures respectives. Khrouchtchev, puis Brejnev, entendaient conserver les fonctions qu'avait détenues Staline lui-même pendant plusieurs décennies, en assumant tous les pouvoirs à la tête du Mouvement communiste international.

De surcroît, ces nouveaux maîtres successifs du Kremlin, sous couvert d'infaillibilité, voulaient imposer aux communistes du monde entier la révision et finalement l'abandon et la trahison des principes fondamentaux du marxisme-léninisme.

Depuis lors, la rupture entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne s'est radicalisée. Elle a pris un caractère historique irréversible, comme la division plus ancienne survenue au cours des années 1917-1921 qui consacra l'opposition entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates. Mais, progressivement, les relations entre partis se proclamant communistes et pays s'affirmant socialistes sont devenues d'une complexité qui tient au fait que l'évolution de la situation internationale comme les luttes spécifiques dans chaque pays exercent des pressions constantes sur les partis révisionnistes, et singulièrement sur certains de leurs dirigeants.

Le phénomène connu sour le nom d'eurocommunisme en constitue une manifestation significative.

Il est bien évident qu'au centre de tous ces bouleversements se trouve la question des relations entre le Parti communiste d'Union soviétique, devenu l'état-major d'un État social-impérialiste, et les autres partis qui continuent à créditer ce parti du titre de communiste comme ils créditent ce même État d'un contenu socialiste.

La résolution finale du 23e Congrès du PCF n'a pu échapper à la nécessité d'aborder ce problème. Elle a dû lui consacrer deux paragraphes. Le premier porte pour titre : « *Notre attitude envers les pays socialistes* ». C'est ici que le 23e Congrès proclame « *globalement positif* » « *le bilan des pays socialistes* ».

Pour pouvoir avancer cette affirmation, la résolution a adopté une méthode et une analyse fort ambigües. Tout d'abord, elle élude toute différenciation entre pays proclamés « *socialistes* » mais redevenus capitalistes et pays effectivement socialistes. Elle assure en quatre lignes d'un contenu très général que les éléments positifs l'emportent, sans en mentionner un seul ; le rapport d'ouverture avait pourtant avancé quelques constatations objectivement vraies : ne serait-ce que la disparition des famines et de l'analphabétisme dans les pays passés au socialisme.

Après tout, pour notre part, nous considérons qu'il y a eu principalement des aspects positifs dans la construction du socialisme en URSS par exemple, sans pour autant ignorer les aspects négatifs, avant la restauration du capitalisme.

Mais il se trouve justement que la résolution souligne unilatéralement ces derniers, en reprenant, bien entendu, la critique à 100 % de la période au cours de laquelle Staline dirigea le Parti et l'État soviétiques. Pour le PCF, la période « *post-stalinienne* » est implicitement beaucoup plus positive, mais marquée par la persistance des défauts multiples antérieurs.

A cet égard, nous estimons que la critique constructive des événements intervenus à l'époque où Staline assumait la direction de l'URSS et de tous les partis communistes ne peut concerner un seul homme, mais doit s'appliquer à l'ensemble des dirigeants communistes soviétiques et non-soviétiques de l'époque.

Nous rejetons toute méthode d'analyse critique qui repose sur une nouvelle métaphysique et un nouveau manichéisme : tout ce qui fut mal, mauvais, criminel s'expliquerait par la volonté et l'action du « *diable* », en l'occurrence Staline. Exactement comme les croyants attribuent à Dieu tout phénomène encore non expliqué scientifiquement. Nous savons désormais qu'il y a eu pendant l'époque de la direction de Staline des violations de la légalité socialiste, des mesures d'autorité brutale, des erreurs théoriques et pratiques, et des crimes.

Il y a eu aussi des succès, des victoires, des progrès, et, ce qui ne doit pas être occulté, des circonstances historiques tragiques et très difficiles que l'on a tendance à oublier et qui, certes, ne justifiaient aucune mesure de coercition et d'oppression sur les travailleurs. Le régime répressif dont souffrent les peuples dans l'URSS d'aujourd'hui puise-t-il toutes ses racines dans les pratiques de la période antérieure ?

Sans doute en partie, mais cela nécessite une analyse historique plus complète. Nous ne voulons pas dédouaner le présent par le passé, ce serait trop facile et trop dangereux. Et nous n'avons pas souvenir que l'URSS ait envoyé jadis en Tchécoslovaquie des troupes d'occupation comme en août 1968, ni qu'elle ait pratiqué une politique agressive comparable à celle qu'elle soutient maintenant dans le monde entier : en Asie, en Asie du Sud-Est, comme en Afrique, au Kampuchea et en Afghanistan comme en Érythrée.

C'est pourquoi, sans tenir pour totalement fausses toutes les assertions rassemblées dans ce paragraphe, nous considérons qu'elles ont pour objet, et pour résultat en tout cas, de minimiser le caractère anti-socialiste et social-fasciste de l'URSS d'aujourd'hui, du social-impérialisme soviétique. Finalement Staline, au sujet duquel nous ne contestons nullement la nécessité d'une analyse matérialiste dialectique et historique approfondie, sans concessions sentimentales comme sans exagérations passionnelles, devient, pour les dirigeants actuels du PCF, le bouc-émissaire permettant une indulgence absolument injustifiée vis-à-vis des nouveaux tsars, alors qu'aujourd'hui, au Kremlin, les dictateurs de l'espèce de Brejnev dénaturent et trahissent le socialisme tout en se préparant à étendre l'oppression que subissent déjà leurs propres peuples à d'autres peuples du monde.

La meilleure façon de rejeter les pratiques négatives qui sont apparues à l'époque de Staline, n'est-elle pas de condamner sans aucune ambiguïté leurs manifestations actuelles, plus de vingt-cinq ans après la mort de Staline, en URSS et dans tous les pays et partis où elles se produisent, et de les bannir à jamais en France même. En commençant par balayer devant sa porte. Par exemple, en lavant l'honneur et la dignité d'hommes comme Charles Tillon et tant d'autres odieusement diffamés. Depuis sa fondation, le Parti communiste marxiste-léniniste s'est efforcé, non sans difficultés, d'exclure de ses rangs toutes pratiques autoritaires, bureaucratiques et anti-démocratiques. Il est parvenu progressivement à des résultats positifs, notamment lors de son 3e congrès et il entend poursuivre des efforts constants dans ce sens.

Pour mériter la confiance de tous les travailleurs, pour redonner au socialisme la signification d'un objectif réalisant une société supérieure au système capitaliste dans tous les domaines, il n'y a pas d'autre voie. L'idéologie et l'organisation du Parti, indissociables, doivent répondre aux exigences légitimes de démocratie et de justice avancées non seulement par les militants de base mais aussi par les masses populaires elles-mêmes. Tant que le PCF ne rompra pas irrévocablement avec des pratiques qui ont discrédité la notion même de parti communiste, il perdra de plus en plus la confiance dont il a bénéficié à travers son histoire ancienne.

La nécessaire solidarité internationale

DANS ce paragraphe, la résolution du 23e congrès du PCF proclame sa solidarité « *tous azimuts* » avec tous les partis qui se proclament « *communistes* », qu'ils soient sociaux-impérialistes et fascistes dans leurs actes concrets, révisionnistes modernes ou eurocommunistes.

L'absence de toute référence au Parti communiste chinois est équivoque. En effet, elle constitue une différence notable avec le discours d'ouverture. Dans ce dernier, Marchais lançait des critiques sans fondement contre la politique chinoise vis-à-vis du Vietnam expansionniste et de l'URSS hégémoniste, avant de déclarer le PCF prêt à entretenir des relations normales de parti à parti avec le Parti communiste chinois. Son attitude n'était pas dénuée de cynisme, quand on a également le souvenir des montagnes de calomnies, d'injures et de mensonges lancées dans les années 1960 contre ce même parti et son prestigieux dirigeant, le président Mao Zedong.

La résolution a certes retenu les assertions calomniatrices de Marchais (voir nos « *Premières réflexions* », No 1 dans l'*Humanité rouge* No 1096), mais n'a pas répété les « *ouvertures* » du secrétaire général.

Comment, en fait, le PCF concilierait-il sa ligne de soutien de fait à la politique internationale du social-impérialisme soviétique avec son désir de relations avec le Parti communiste chinois ?

Même si nous n'approuvons nullement les lignes idéologiques et politiques des partis « *eurocommunistes* » italien et espagnol, force nous est de constater que leurs positions publiques vis-à-vis de l'URSS d'une part, de la Chine, d'autre part, sont sensiblement différentes et plus correctes que celles du Parti communiste français.

Par ailleurs, la résolution du 23e congrès officialise les rapports du PCF avec différents « *partis et mouvements démocratiques nationaux* ». Cette initiative pourrait avoir des résultats objectifs utiles si le PCF soutenait effectivement, et non pas seulement en paroles, les luttes des peuples « *pour l'indépendance, la justice sociale, le développement* ». De plus, ce soutien proclamé n'est-il pas en réalité à double face quand on constate que le PCF traite de la même façon les suppôts de la politique du roi Hassan du Maroc que sont les délégués du Parti d'Ali Yata, partisan de la soumission du Sahara occidental, et les représentants des patriotes sahraouis du Front Polisario qui livrent une guerre populaire prolongée pour leur libération nationale ? Ou encore, les représentants éthiopiens du DERG, mercenaires de l'agression soviétique, et leurs victimes, les patriotes héroïques érythréens du Front de libération populaire de l'Érythrée ?

Quant aux proclamations visant les contacts et actions communes avec les partis socialistes et sociaux-démocrates (distinguo subtil !) ou avec les forces représentatives des masses populaires chrétiennes, l'histoire ancienne comme récente a suffisamment démontré qu'il s'agit avant tout d'inventions « *pieuses* » dont la mise en application n'échappe jamais à une confrontation caractéristique de l'idéologie alternativement opportuniste et sectaire des dirigeants du Parti communiste français.

(A suivre).

RECTIFICATIF

Dans le numéro 1097 de l'Humanité rouge du 22 mai page 5, première colonne, dernier paragraphe a figuré la phrase : « *Pour notre part, nous condamnerions ou non la règle de la majorité en fonction du contenu des questions en discussion* ».

Il s'agit d'une coquille et cette phrase doit être remplacée par celle qui figurait initialement dans le texte du camarade Jurquet :

« Naturellement nous condamnerions la règle de la majorité si la question se posait, dans la mesure où il s'agit d'une communauté d'États capitalistes ».

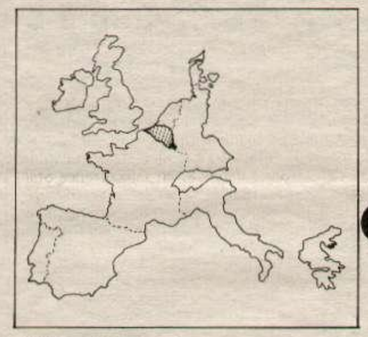
Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série d'articles sur les pays européens. A la veille des élections européennes, dans ce tour d'horizon des différents pays qui composent actuellement le Marché commun ou qui doivent y entrer, nous voulons présenter, du point de vue des travailleurs, ce qui se ressemble, mais aussi ce qui fait la particularité des pays européens.

Un petit paysan espagnol, un travailleur immigré au Luxembourg, un métallurgiste anglais et un chômeur italien n'ont pas exactement le même type de problème et constater simplement que tous sont soumis à l'exploitation capitaliste ne permettrait pas de bien comprendre comment les problèmes se posent concrètement pour les travailleurs de tous ces pays.

C'est pourquoi, un par un, nous allons présenter les douze pays de l'Europe. Nous n'avons pas, bien sûr, la prétention de faire pour chaque pays une étude exhaustive. Nos ambitions sont plus modestes. Faire connaître, un peu, aux travailleurs de notre pays les principaux problèmes et les principales luttes des travailleurs des autres pays d'Europe. Faire connaître aussi la lutte des peuples et des pays européens contre les entreprises hégémoniques des deux superpuissances. 5 F

BELGIQUE

La querelle linguistique ne fait plus recette



LA Belgique a connu au cours des siècles de nombreuses occupations étrangères. Au 16e siècle, après les guerres de religion, elle est restée catholique sous domination espagnole, puis autrichienne. Annexée par la France à l'époque napoléonienne, elle fut rattachée aux Pays Bas par le traité de Vienne en 1815. Elle n'est devenue un royaume indépendant qu'en 1830.

Alors que la monarchie avait été le symbole de l'unité nationale pendant la Première Guerre mondiale, elle fut fortement contestée à l'issue de la seconde à cause de l'attitude du roi pendant l'occupation nazie. Depuis l'abdication de Léopold III en 1951, la royauté est redevenue avec Baudoin 1er l'un des ciments de l'unité de l'État capitaliste.

La Belgique a près de dix millions d'habitants, 3,7 % de sa population active est employée dans l'agriculture (France 10,6 %) et le PNB (produit national brut) par habitant est de 36 500 F (France 35 000). La Flandre qui occupe 45 % du territoire regroupe environ 56 % de la population, alors que la Wallonie avec 55 % du territoire ne représente plus aujourd'hui que 32 % de la population. Les 12 % restants représentent les habitants de Bruxelles dont la population échappe au partage linguistique.

La querelle linguistique a longtemps empoisonné la vie politique belge. Les diverses fractions de la bourgeoisie ont su l'utiliser avec habilité pendant de nombreuses années en vue de tromper les travailleurs en cherchant à leur faire croire que leurs ennemis n'étaient pas leurs patrons, mais leurs camarades de classes flamands ou wallons. Les dernières élections de décembre 1978, avec 10 % de bulletins blancs et nuls, marquant le refus de la multiplication des listes sur la base de la division linguistique, ont montré que cette tactique ne prenait plus.

LE LUXEMBOURG

Le plus petit pays de la Communauté européenne

LA fondation du Luxembourg remonte au 10e siècle. Après être passé sous la tutelle de différents pays, il est devenu le Grand duché de Luxembourg en 1815 lors du congrès de Vienne, mais ce n'est qu'en 1866 qu'il devint un État indépendant et neutre.

L'actuel souverain est le grand duc Jean. Le premier ministre M. Thorn est le chef du Parti démocratique qui s'est associé pour gouverner au Parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL). Il s'agit d'un gouvernement de gauche qui a succédé, il y a cinq ans, à celui que dirigeaient les conservateurs du Parti social chrétien (PSC) depuis près de cinquante ans.

Plus petit pays de la CEE, le Luxembourg a 360 000 habitants. 5,7 % de sa population active est employée dans l'agriculture (France : 10,6 %). Le PNB (produit national brut) par habitant est de 35 300 F (France 35 000). Le trust sidérurgique ARBED domine toute l'économie du pays. En 1978, l'accroissement de l'ensemble de la production était de 6,1 % mais ce chiffre est trompeur dans la mesure où la production sidérurgique à elle seule s'est accrue de 12 %, alors que le reste de la production industrielle stagnait avec seulement 0,6 % d'augmentation.

En matière de chômage, le Luxembourg détient deux records : c'est le pays de la CEE où le chômage est le plus faible avec seulement 1 % de la population active (France : 5,6 %), mais la moitié des chômeurs sont des jeunes et c'est aussi le pays où le chômage des jeunes est le plus élevé d'Europe avec environ 8 % des jeunes à la recherche d'un emploi.

La Société Générale de Belgique : un monopole financier qui domine l'Etat

LA Société générale de Belgique, le plus puissant monopole financier du pays, contrôle de façon absolue les deux plus grandes sociétés d'assurances et domine les principaux holdings (sociétés de gestion de capitaux). Sa prépondérance est écrasante pour l'électricité, le nucléaire, la sidérurgie, la construction électrique et mécanique, ainsi que dans le domaine des non-ferreux.

Dans l'industrie chimique, elle ne domine pas, mais elle est très étroitement liée au groupe Solvay, l'un des géants de la chimie mondiale. Elle a aussi des intérêts importants dans Pétrofina qui est la première entreprise industrielle de Belgique. Enfin, sa domination s'exerce aussi sur le matériel ferroviaire, l'armement, le textile, l'armement maritime, la poudre, le papier et ses intérêts à l'étranger sont considérables.

UNE OLIGARCHIE MAITRESSE DE TOUS LES ROUAGES DU POUVOIR...

Sept grandes familles aristocratiques sont ensemble les plus grosses détentrices de la Société générale. Curieusement, alors que le groupe apparait comme largement « francophone », six de ces sept familles sont flamandes ; voilà qui en dit long sur l'exploitation politique qui est souvent faite de la question linguistique. Parmi les autres gros actionnaires influents, on trouve la famille Solvay, l'Eglise catholique et la famille royale.

La Société générale domine la bourgeoisie monopoliste belge et contrôle l'essentiel de l'économie du pays. A maintes reprises, des hommes de la Société générale sont devenus ministres à des postes-clé. Bien que son intervention directe dans la politique belge soit rare, lors de la récente crise qui s'est traînée plusieurs mois, le gouverneur Corbiau dans son rapport à l'assemblée générale des actionnaires a dit très clairement que si la Société générale acceptait une « *régionalisation démocratique* » modérée de l'Etat belge, pour l'essentiel il fallait s'en tenir à l'immobilisme. Cela a suffi pour que les partis politiques rapprochent leurs points de vue qui semblaient inconciliables et, en quelques jours, surmontent toutes les difficultés.

Pour la bourgeoisie belge, comme pour toutes les autres, les affaires sont les affaires et peu importe avec qui on les fait pourvu que ça rapporte. Par exemple, dans le rapport de la Société générale de Belgique de 1978, on se réjouit de la « *nette amélioration* » des résultats de la Sidmar, une filiale du groupe, due au fait que « *la société a bénéficié de la demande soutenue émanant de l'URSS* ». Il s'agit, en l'occurrence, d'aciers spéciaux livrés en très grande quantité à l'URSS pour les besoins de son industrie de guerre.

ET PRETE A TOUS LES ABANDONS POUR SAUVEGARDER SES PROFITS

Autre fait : Nafta B, en principe société belge, mais en fait filiale du monopole d'Etat soviétique Nafta B, écoule en Belgique du pétrole soviétique. Son chiffre d'affaires est très élevé, pourtant elle vend très peu de produits pétroliers ; oui mais elle fournit le carburant aux forces armées belges installées en RFA, c'est-à-dire les troupes directement concernées en cas d'attaque soviétique. Evidemment, ça rapporte gros à la famille de Jonghe d'Ardoye, l'une des sept qui dominent la Société générale. La bourgeoisie monopoliste belge domine l'Etat pour accroître ses profits, l'indépendance nationale la préoccupe peu.

Henri BERTHAULT

Les travailleurs immigrés au Luxembourg

CONSCIENT du danger que présentait la prolétarisation accélérée de la population paysanne, c'est délibérément que le patronat luxembourgeois décida très tôt de faire appel à la main-d'œuvre étrangère. En 1913 déjà, les travailleurs immigrés représentaient 50 % des ouvriers de l'ensemble de l'industrie et 60 % de ceux de la sidérurgie et des mines.

Une législation très répressive quant aux droits de grève et de réunion se révélait, en outre, très efficace pour étouffer tout regroupement syndical. C'est cependant dans ces conditions difficiles que les travailleurs étrangers ont créé la base de l'organisation syndicale et politique de la classe ouvrière au Luxembourg et la première grande révolte ouvrière qui éclata en 1912 fut lancée par des ouvriers italiens.

LA CRISE... ET ON CHASSE LES IMMIGRÉS

Conséquence de la Première Guerre mondiale et du chômage, le nombre de travailleurs immigrés diminua considérablement : au cours des années vingt, ils ne constituent plus que 20 à 30 % des ouvriers de l'industrie mais leur nombre n'a baissé que de 3 % dans la sidérurgie. Quand la grande crise économique frappe le Luxembourg, les travailleurs immigrés sont touchés en priorité : de 1930 à 1933, ce sont 68,5 % des ouvriers italiens et 80 % des autres immigrés qui doivent quitter le pays.

En 1936, il n'y a plus un seul chômeur étranger mais 30,3 % de ceux qui cherchent un emploi sont des immigrés. Ceci s'explique par le fait que les étrangers qui n'avaient pas de travail ne pouvaient s'inscrire au chômage sous peine d'expulsion. Notre Stoléru n'a rien inventé.

LES AFFAIRES REPRENNENT... ET ON LES RAPPELLE

Après la Seconde Guerre mondiale, le besoin de main-d'œuvre se fait à nouveau sentir et, de 1947 à 1962, le nombre des immigrés augmente progressivement. Aujourd'hui, 40 % de tous les salariés de l'agriculture, de l'industrie et du tertiaire confondus sont des immigrés. Ils constituent près de la moitié de la classe ouvrière : 47 % dans toute l'industrie et 50 % dans la sidérurgie. Avec leurs familles, les travailleurs étrangers représentent le quart de la population du Luxembourg.

Les travailleurs qui n'ont pas la nationalité luxembourgeoise n'ont pas le droit de s'organiser politiquement ni d'exprimer leur opinion ni par la parole ni par écrit. Leur participation au mouvement syndical est faible. Pour la moindre activité politique, ils risquent l'expulsion. Que la moitié de la classe ouvrière soit ainsi privée de tout droit facilite l'exploitation et la répression de la part de la bourgeoisie.

TRAVAILLEURS LUXEMBOURGEOIS-IMMIGRÉS, TOUS UNIS

C'est pourquoi les marxistes-léninistes luxembourgeois, regroupés au sein de l'UCL (Union des communistes du Luxembourg), mettent en avant la lutte pour l'égalité des droits, car la « *moitié de la classe ouvrière ne peut pas être sans droits si elle veut lutter avec efficacité pour le socialisme et la démocratie pour les masses* ».

« *Voilà pourquoi l'UCL revendique dans la campagne électorale à venir :*

— *Les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent au Luxembourg et pour leurs familles ;*
— *Le droit de vote pour tous les travailleurs immigrés vivant au pays depuis au moins un an.* »

Y'avait des immigrés dans c'café, un p'tit bistrot de Tourcoing

« *T'AS de la chance de ne pas finir au canal* ». C'est la phrase qu'a entendue Ali, de Tourcoing, dans la nuit du 4 au 5 mai, de la bouche d'un des dix flics qui s'était « occupé » de lui. La raison ? Il avait protesté contre un contrôle d'identité. *La Lyre des travailleurs* s'est emparée de cet acte raciste pour en faire une chanson racontant l'histoire d'Ali. Ali qui a raconté sa honte que de tels faits puissent se produire dans notre pays.

Ça s'passait dans un café
Où il s'passe jamais rien ;
Y'vait des immigrés dans c'café,
Un p'tit bistrot de Tourcoing.
Il était tard, vendredi soir,
La soirée se terminait bien ;
Ils allaient bientôt s'dire au r'voir,
Quand ils entrèrent soudain :

— *C'est nous, les flics !* Les tontons flingueurs !
Révolver au poing, on vient jouer les tueurs !
A coups de matraque, qu'on distribue en vrac,
Nous, on fait régner l'ordre et la sécurité.

Les flics faisaient une virée,
Un contrôle d'identité ;
Ça aurait pu bien se passer ;
Suffit de s'habituer...
Mais y'était tard, vendredi soir,
Et les flics étaient fatigués,
Et justement, pas par hasard,
Y'a un gars qui les a fait chier :
— Refus d'obtempérer à mon injonction ?
Pourquoi je te bouscule ?
Pose pas d'question et tais-toi !
Quoi, tu comprends rien ? Tu joues la forte tête ?
On va t'casser les reins ! Viens au poste ; on
f'ra ta fête !

Résultat : le lendemain,
Le gars est retourné chez lui ;
Les flics s'étaient fait la main :
Des coups, il en avait pris.
Ce gars voulait pas qu'on l'bouscule,
Il voulait qu'le flic soit poli ;
C'était sûrement une crapule,
Sinon les flics l'auraient pas pris :
— Parce que les flics sont sympathiques ;
Ils sont pas capables d'action aussi misérables !
Mais ce métier-là, c'est un boulot à part,
Pour faire régner la loi, faut pas craindre la bagarre !

Y'en a souvent, comme ça, des histoires
Mais si on se laisse faire,
Si on laisse tout ça dans le noir,
On n'aura plus qu'à se taire !
Tous ceux qui se battent, pied à pied,
Pour être heureux dans ce pays,
Seront demain des immigrés
Comme ce gars qui s'appelle Ali.
— Y'en est pas question ! On f'ra la lumière
Sur les expulsions, les brutalités policières !
Français-immigrés, qu'on soit blancs ou noirs,
Unis contre les mesures racistes du pouvoir !

Français-immigrés, mêmes patrons, même combat
Français-immigrés, tous unis, on vaincra.

Paroles et musique : Jacques Destailleur

1978 : après le passage des racistes au foyer Sonacotra de Villemomble. Photo HR

SOUSCRIPTION

Pour sauver le quotidien

Des mesures concrètes

DANS un récent numéro du quotidien, le Secrétaire général du parti et le camarade Druesne ont appelé à la mobilisation générale de tous et de toutes pour sauver le quotidien, pour le sortir des difficultés financières qui l'assaillent aujourd'hui encore.

Ils ont dit nos efforts pour rogner sur les dépenses, pour trouver des solutions nouvelles pour faire des économies supplémentaires. Mais cela ne suffira pas.

Cette année encore, les contraintes financières nous obligeront à interrompre la parution du quotidien pendant les mois d'été, où il est toujours peu diffusé, nous en avons fait l'expérience. Il ne s'agit nullement de « longues vacances » de nos camarades de la rédaction, de la production et de l'administration du journal, qui prennent un mois de repos, comme tous les travailleurs en général. Il s'agit bien d'une mesure financière exigée par les faibles rentrées estivales. La parution du quotidien sera interrompue le 22 juin et reprise le 17 septembre. Il y aura un bimensuel en juilllet et un en août, qui seront conçus pour être diffusés le mois durant. Dans le même souci d'économies, nous avons dû prolonger l'interruption de l'Ascension du 23 au 28 mai. Bien sûr, en cas d'événements exceptionnels et importants, notre parti ne manquera pas de publier un ou plusieurs numéros de l'*Humanité rouge* pour aider nos militants, nos sympathisants et nos amis à y faire face.

Mais cela ne suffira pas encore pour rétablir la situation financière. Il faut réunir d'ici le 30 juin prochain les 40 millions nécessaires. Il nous faut gagner la bataille de la souscription. Nous avons reçu 10 millions à présent. Restent 30 millions à rassembler au plus vite. Pour y aider, le secrétariat du Comité central a pris plusieurs initiatives :

— L'une, c'est l'organisation d'un *week-end de vente de masse de l'Humanité rouge bimensuelle* accompagnée d'un appel à la souscription les 9 et 10 juin. De bons exemples de diffusion pourraient être élargis à toutes nos régions : ainsi, pour le numéro 1 000 du quotidien, les militants de Montpellier et de Nîmes avaient diffusé 330 quotidiens et peut-être battront-ils leur propre record les 9 et 10 juin ? Dès maintenant, passez vos commandes supplémentaires à l'administration du journal. Ce jour-là, on peut faire un effort exceptionnel auprès de nos amis, solliciter leur abonnement au quotidien ou au bimensuel, solliciter leur aide financière et leurs suggestions pour l'amélioration de l'*Humanité rouge*.

— L'autre, c'est l'organisation d'une *Journée nationale de la souscription*, le dimanche 24 juin. Ce jour-là, nous mobiliserons toutes nos organisations et toutes nos énergies pour rassembler les sommes nécessaires pour que tienne le quotidien. Vente d'objets fabriqués à la main, de livres, de photographies, de sérigraphies, de gravures... Nous avons déjà une bonne expérience en la matière. A Paris, le 24 juin, les militants de la région parisienne rassembleront leurs amis et leurs sympathisants pour l'occasion. Le *Théâtre du Printemps* du Nord viendra y présenter le spectacle qu'il a inauguré lors des journées de solidarité avec les sidérurgistes de Dunkerque, Denain et Fameck. Mais nous reparlerons de cette initiative et d'autres qui se préparent en province.

— Enfin, deux « *Rendez-vous de la souscription* » seront organisés dans la région parisienne. L'un le dimanche 3 juin au matin. Les camarades Jurquet et Druesne recevront les sommes recueillies à ce jour par les organisations du parti de la région parisienne. L'autre, le dimanche 24 juin, lors de notre Journée nationale de la souscription.

Il faut agir vite, dès le premier « rendez-vous » car le besoin d'argent est urgent, immédiat.

Déjà des camarades, des lecteurs, des amis nous ont fait des suggestions pour gagner cette bataille et nous savons qu'elle le sera.

En marge de l'exposition du Centre Georges Pompidou (9 mai - 2 juillet 1979)

Joris Ivens, 50 ans de cinéma

A L'OCCASION de l'exposition « *Cinquante ans de cinéma* » consacrée à l'œuvre de Joris Ivens, le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou présente un ouvrage réalisé avec le concours des cinémathèques néerlandaise et française et de plusieurs revues spécialisées. La direction de cette publication a été assurée par les conseillers-cinéma du Centre, Jean-Loup Passek et Jacqueline Brisbois.

D'une présentation luxueuse, ce document contient de nombreuses photographies montrant soit Joris Ivens au cours de sa longue activité aux quatre coins du monde, soit des images de ses films.

Une biographie du grand documentariste prolétarien est agencée pour recenser ses séjours dans différents pays tout en tenant compte de la chronologie de son existence. Ces séjours se déroulent successivement dans près de vingt pays et dans tous les continents. On comprend dès lors pourquoi Joris Ivens put recevoir le surnom de « *Hollandais volant* ».

Une filmographie classée et commentée occupe aussi 45 pages, précédant de passionnants propos anciens et plus récents dûs à Joris Ivens lui-même.

Trois interviews récentes du cinéaste et de Marceline Loridan (dont les deux premières parues dans la revue allemande *Filmfaust* regroupées en un seul texte) achèvent ce précieux ouvrage que tout visiteur de l'exposition désirera posséder.

Les tarifs actuels de l'édition font malheureusement que son prix de vente n'est pas très populaire, puisqu'il coûte 60 F. Nous en conseillons cependant l'acquisition à tout camarade, ami ou lecteur qui reconnait en Joris Ivens l'un des plus grands documentaristes du siècle au service des causes révolutionnaires « *du* » peuple, et « *des* » peuples du monde entier.

Les interviews accordées par Joris Ivens sont d'une richesse idéologique du plus haut niveau et comportent aussi des enseignements technico-professionnels des plus précieux. Ajoutons qu'elles sont indissociables du contenu historique révolutionnaire des cinquante dernières années écoulées.

JJ

* Joris Ivens - Cinquante ans de cinéma. Centre Georges Pompidou. L'exemplaire de 96 pages, format 24 X 20 : 60 F.

CONCERT FOLK A RENNES-VILLEJEAN LE 26 MAI

L'association rennaise A.D.N. organise le samedi 26 mai à Rennes de 18 h 30 à une heure du matin (forum de la Harpe-Villejean), sous chapiteau 28 000 places, un triple concert folk.

Au programme, trois des meilleurs groupes folk outre-Manche : Fairport Convention (Angleterre), Planxty (Irlande), New-celeste (Écosse).

Orginalité du spectacle : pas de tarif fixe, chacun paye ce qu'il peut (ou veut)...

DJURDJURA LES 25 et 26 MAI A PARIS

Le groupe de femmes algériennes Djurdjura se produira pour trois concerts exceptionnels sous chapiteau, square de Choisy (avenue de Choisy, Mo Place d'Italie), le 25 mai à 20 h 30 et le 26 mai à 15 h et 20 h 30. (Prix des places : 30 F) Un disque et une cassette sont sortis, nous en parlerons dans une prochaine édition.

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Photo HR

Source Perrier à Vergèze : après le succès de la première journée d'action, les ouvriers chantent l'Internationale.

Verrerie du Languedoc-Perrier : une forme de grève originale et ... efficace !

Gard, correspondant.

LA verrerie du Languedoc est placée sous la même direction que l'usine d'eaux minérales Perrier. Elle s'occupe de la fabrication des bouteilles. Aussi, les travailleurs, avec leurs sections CGT et CFDT ont-ils décidé une action commune pour faire aboutir leurs revendications ; une grève a été décidée en alternance : un jour l'usine Perrier, un jour la verrerie.

Les revendications sont les mêmes : 5e semaine de congés payés, 35 heures sans diminution de salaire, amélioration sur les prestations sociales.

Mardi 15 mai, c'est l'usine Perrier qui était en grève, mercredi 16, c'était donc au tour de la verrerie.

Les modalités étaient un peu différentes : trois heures de grève par poste, découpées en tranches d'une heure, ce qui, pratiquement, suffit à casser toute la production de la journée.

La grève est suivie très majoritairement : 80 % environ, et se poursuivra au moins toute la semaine.

Les négociations en cours n'ont encore rien donné.

VAUVERT (GARD)

Journées de grève répétées, occupation des locaux à SOGECAN

Gard, correspondant.

LE mouvement, commencé au début du mois de mai, continue. Rappelons les revendications : augmentation de 10 % des salaires, amélioration des conditions de travail. Les travailleurs, avec leurs sections CGT et CFDT, sont décidés à continuer, tant que le patron ne cédera pas.

Ils font des journées de grève répétées (un à deux jours par semaine), avec piquet de grève et occupation des locaux, ce qui fait beaucoup de mal au patron, car c'est une usine de plastique et après chaque journée de grève, il faut remettre les fours en marche.

La grève est suivie par tous les ouvriers, qui décident en assemblée générale, par vote à main levée, la poursuite de l'action.

Il faut signaler que cette usine (ancienne Pont-à-Mousson) appartient maintenant au groupe SOGECAN, de même que l'usine Sablé, dans la Sarthe, qui, elle aussi, est en lutte sur les mêmes revendications.

Une négociation est prévue en fin de semaine à Nevers avec les délégués et le grand patron du groupe.

VERGESE (GARD)

La grève aussi ça pétille chez Perrier !

Correspondance Languedoc-Roussillon

PRES de 350 travailleurs étaient présents devant l'usine Perrier (Vergèze), au piquet de grève du jeudi 17 à 13 h (400 le matin). Comme il est de tradition à la source, les ouvriers forment un long couloir par lequel les jaunes sont obligés de passer pour rentrer et sortir.

Et ils n'ont pas été sourds les quelques-uns (à peine une douzaine sur les deux postes) qui n'ont pas encore ou ne veulent pas rejoindre leurs camarades dans la lutte.

Pour fêter ce nouveau succès de la mobilisation (plus de 90 % d'ouvriers et 60 % dans les bureaux – chiffre jamais atteint), la sono diffusait des chants ouvriers dont l'Internationale qui était reprise en chœur et avec entrain.

Un délégué devait nous préciser que tout le groupe Contrexéville était dans l'action :

- A Montigny (Yvelines, il y a eu une heure d'arrêt par poste ;
- A Saint-Yorre (Allier), mardi 15, grève de 24 heures et, jeudi 17, occupation des locaux ;
- A Ploncoët (Côtes-du-Nord), une heure de grève pour information le 16 (seule l'usine des Vosges n'a pas encore démarré) ;
- A côté de Perrier, la verrerie a fait le 18, des arrêts de 4 heures par poste.

Communiqué de la CGT et de la CFDT de Perrier.
Communiqué de la cellule du PCML.

LA ROCHE-SUR-YON (VENDEE)

Rétablir la vérité au Crédit Agricole : les raisons du conflit

Tract de l'Union départementale CFDT (extraits).

DEPUIS bientôt quinze jours, la quasi-totalité des agences des bureaux permanents du Crédit agricole de la Roche-sur-Yon sont en grève. Pour couper court à de nombreuses informations, voici en résumé les motifs de l'action.

LES REVENDICATIONS

Contrairement à ce que chante la direction, ce n'est pas d'une demande d'augmentation de salaire dont il s'agit mais d'une répartition égalitaire et définitive d'une partie du salaire, la prime de production. En effet, les salariés perçoivent deux-tiers du salaire fixe et un tiers en fonction de la production de chaque bureau. Résultat : cette partie va du simple au triple et est très aléatoire en fonction de la situation économique, géographique, etc.

(...) Pour pallier cette injustice, les agents réclament une prime de 400 F intégrée au salaire de base et égale pour tous.

UNE DIRECTION INTRAITABLE

Alors que cette question est à l'ordre du jour depuis plus d'un an, Legrand refuse d'en discuter. La direction tente par tous les moyens de supprimer la représentation syndicale.

Des commissions, des groupes de travail sont mis en place pour casser la force syndicale. Les méthodes sont sournoises, mais ont toutes le même objectif :

— Vendre « au maximum », faire du profit ;
— Casser la CFDT — asseoir le pouvoir patronal.

DES FLICS AUX PAYSANS

Pour inciter la direction à négocier, les salariés avaient choisi une forme originale d'action : l'occupation de la salle de l'ordinateur, bloquant ainsi le « cœur » de l'établissement, la sainte machine capitaliste.

Par décision de justice, la direction a obtenu l'expulsion. Celle-ci a été faite par des forces dites « de l'ordre », lesquelles ont éjecté manu-militari les occupants. C'est la première fois que cela arrive en France (dans une caisse du Crédit agricole).

Sachant que les « képis » ne favoriseraient pas le travail dans les bureaux, la direction et la FDSEA ont appelé au secours certains paysans (...) Ils oublient que le Crédit agricole leur fait se serrer la ceinture pour être « rentables » dans leur exploitation. Ils oublient que ceux-ci les guident dans de tels actes (Auguste Crit et consorts) seuls tirent les marrons du feu.

NOTRE VOLONTÉ : NÉGOCIER

Plutôt que de perdre des milliers de fois le montant de la revendication, la direction aurait dû négocier. C'est un non catégorique. Elle repousse tout d'un bloc, rejette toute idée de s'asseoir à une table de négociation (...)

LA TROISIEME BANQUE MONDIALE

Faut-il rappeler que derrière cet entêtement se cache la puissance de la troisième banque mondiale, la volonté d'imposer une logique impitoyable de profits : investir, collecter, gagner, profiter, etc.

UN AFFRONTEMENT DE CLASSE

Les revendications ne pèsent plus beaucoup dans le conflit, c'est l'affrontement entre le pouvoir patronal et l'organisation syndicale.

Non, les salariés ne veulent pas une augmentation de salaire, ils souhaitent une répartition plus équitable ; ils souhaitent l'incorporation d'une partie dans le salaire de base ; ils souhaitent que l'organisation syndicale soit reconnue comme interlocuteur devant le patron.

Lundi matin, les grévistes étaient à l'heure de l'embauche devant la caisse régionale. Ils ont pu entrer et réoccuper les lieux de l'ordinateur (secteur informatique). L'occupation se poursuit. Ce soir, il y a eu une manifestation en ville. Les manifestants sont montés à la caisse régionale manifester leur solidarité avec les travailleurs qui vont occuper l'informatique jour et nuit. On craint de nouveau l'intervention de certains paysans de la FDSEA. La solidarité s'organise et on pense qu'il y aura des gens pour riposter si cela se produit.

Notre parti, au niveau de toute la Vendée comme au niveau local, a exprimé son point de vue et son soutien par un communiqué de presse et par la participation de ses militants aux actions de solidarité, contre la répression policière et patronale.

BLOC-NOTES

PÉROU INFORMATIONS
Heures d'appui aux luttes du peuple péruvien

Débat, musique, buffet, panneaux. A la maison du Canada, cité universitaire. Samedi 26 mai 1979 de 16 h à 23 h. Métro cité Universitaire.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

ASSOCIATIONS DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
14 au 26 mai – Les Ulis

Au centre Jacques Prévert, place du Berry (face à la mairie) exposition de photos : « *La vie quotidienne en Chine* ».

CORBEIL-ESSONNES
Association des amitiés franco-chinoises.

Les 25, 26 et 27 mai, un stand de l'association des amitiés franco-chinoises sera au Centre d'action culturelle Pablo Neruda, dans le cadre du point rencontre des associations de Corbeil. Montage diapositives sur le sport en Chine, commenté le 27 mai par un membre du bureau national des AFC.

RASSEMBLEMENT NATIONAL DES NON-TITULAIRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE
Tous à Paris les 26 et 27 mai 1979. Appelé par les comités de non-titulaires de toute la France.

Les non-titulaires de l'Éducation nationale sont décidés à lutter contre le redéploiement et la restructuration du système scolaire qui se traduira à la rentrée par 10 000 licenciements.

Ils sont décidés à sauvegarder leur emploi et à lutter pour leur titularisation.

A Beaubourg le samedi 26 mai à 18 h 45 : sitting-animation, présence de la presse.

Au 27, avenue de Choisy : dimanche 27 mai à 10 h métro Porte de Choisy. Débats : bilan et actions à venir locales et nationales.

PARIS
HOMMAGE A JORIS IVENS.

Jeudi 24 mai à 17 h : La Guerre du peuple (1968)
Jeudi 24 mai à 19 h : Le Ciel la terre (1965) ; Rencontre avec le président Ho-Chi-Minh (1968) ; Les Kazaks-minorité nationale Sinkiang (1974).
Vendredi 25 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montages (1) (1973-1975)
Vendredi 25 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (2) (1973-1975)
Samedi 26 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (3) (1973-1975)
Samedi 26 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (4) (1973-1975).
Dimanche 27 mai à 17 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (5) (1973-1975).
Dimanche 27 mai à 19 h : Comment Yukong déplaça les montagnes (6) (1973-1975).

Salle de la Cinémathèque française - 5e étage
au centre Georges Pompidou - Entrée par le restaurant
Métro Rambuteau.

Fête régionale de *l'Humanité rouge*.
Le dimanche 27 mai, salle Apollo au Boucau (Bayonne)

A partir de 10 H. Pour tout renseignement, téléphonez, passez au centre d'information sur la nouvelle presse - 52, rue du Bergeret 33000 Bordeaux - Téléphone 91 47 33. Permanence vendredi de 18 h à 19 h 30. Départ en car d'Agen et de Bordeaux le 17 mai.

Notez notre nouvelle adresse

L'Humanité Rouge BP 201
75926 Paris Cedex 19

Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants :
Retourner ce bulletin à l'*Humanité rouge*, boite postale 201 – 75926 Paris cedex 19
NOM. . . . . Prénom. . . . . .
Profession . . . . . .
Adresse complète . . . . . .

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
B.P. 201 – 75926 Paris cedex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drulsne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

MAIRIE DE RENNES : DEUX ANS DE GAUCHE (3)

La ville de Rennes.

Les faux semblants de la démocratie municipale

« Rien ne sera décidé sans consultation des intéressés » déclarait Edmond Hervé, en avril 1977. Phliponneau, dans son livre *« Changer la vie, changer la ville »* promettait de *« remplacer le type de pouvoir municipal actuel par une démocratie municipale autogestionnaire »*. Nous avons vu, dans l'article précédent, que la municipalité de gauche n'avait pu *« changer la ville »*. A-t-elle au moins créé l'*« autogestion municipale »* qu'elle appelait de ses vœux ? C'est la question que nous examinons aujourd'hui.

DANS la corbeille des promesses, il y avait en bonne place le projet de *« démocratie du quotidien »*. Avant d'être élus, ils avaient annoncé *« qu'il serait possible à un pouvoir municipal (...) de modifier profondément le type de pouvoir municipal actuel et, sans moyens supplémentaires, d'orienter, pour d'autres finalités, la politique de la ville »*. Avant même l'arrivée de la gauche au gouvernement, qu'ils prévoyaient alors pour mars 1978, les choses pourraient changer par la mairie.

Ils donnaient aussi les clefs de l'« autogestion » locale : *« Le système des commissions extra-municipales, largement ouvertes aux représentants des organisations professionnelles, syndicales, politiques, culturelles, doit permettre d'étudier les différentes options possibles. Le rôle des comités de quartier devra être largement étendu ; ils devront être considérés comme des interlocuteurs indispensables... et devront être associés à la gestion de certains équipement nécessaires à l'animation de la vie urbaine. Associées à la préparation des programmes qui les intéressent (...), les associations devront assurer la gestion des services, contribuant à créer un véritable esprit communautaire à l'intérieur de la cité.*

Passant du système de management de la firme capitaliste au système de l'entreprise autogérée, l'entreprise municipale constitue un élément pilote, un champ d'expérience, un laboratoire pour les méthodes autogestionnaires. L'expérience ainsi acquise permettrait une extension du système à d'autres types d'entreprises... » Bref : *« La seule prise de pouvoir municipal par une liste de gauche transformerait le style du gouvernement municipal (...). Ce pouvoir, exercé aujourd'hui par un système autocratique (...) fera place à un système démocratique de caractère autogestionnaire »*.

Derrière les déclarations

Vues avec un peu de recul, ces pompeuses déclarations d'« augestion municipale » valent leur pesant de moutarde. Les travailleurs rennais ont-ils, depuis que le PS et le PC sont à la mairie, eu seulement l'impression de gérer l'entreprise municipale et, qui plus est, de la gérer pour leur propre compte ? La question ne se pose plus : ils sont sûrs du contraire.

Prenons l'exemple du budget. Il est évident qu'ils n'ont pu participer que de fort loin à son élaboration. S'il augmente cette année de 19,8 %... c'est avant tout parce que le maire et son staff (équipe) d'adjoints en ont décidé ainsi. On a bien sûr organisé quelques réunions (cinq exactement) pour demander aux Rennais leur avis... Ils n'y sont pas venus très nombreux, sachant pertinemment le peu de pouvoir attaché à ce type de consultation. Cinq réunions, c'est mieux que rien. Mais cela donne aussi toute la mesure du « caractère autogestionnaire » de la municipalité.

En ces réunions, on discute de quelques intérêts locaux... en sachant bien que d'autres ont décidé pour vous des grandes orientations... Si une pseudo-participation de ce type se développe, ce n'est pas, dans le fond, un signe de démocratie, c'est au contraire un signe de l'absence de démocratie réelle. Une concertation de ce type est un ersatz : on vous demande un avis sur ce qui a été décidé, mais vous, qu'avez-vous vraiment décidé ? Quand Phliponneau tire gloire des 409 observations recueillies lors de l'enquête publique sur le plan d'occupation des sols, et parle d'*« empressement populaire »*, on est tenté de lui rire au nez ! Quelle est donc cette démocratie qui se fonde sur deux pour mille des suffrages exprimés ? Si c'est cela l'*« entreprise autogérée »*, non merci !

Quant à la concertation avec les associations, elle est souvent synonyme non d'un élargissement des libertés, mais au contraire de leur mise sous tutelle. Sous le fallacieux prétexte de les aider, on les utilise. Ou encore on les court-circuite au nom du principe que finalement *« les élus sont les seuls représentants de la population »* (Hervé). Citons deux exemples fort significatifs.

«Je négocie pour vous, sans vous»

Premier exemple : l'action chauffage de Villejean. La municipalité Fréville avait signé en 1965, et pour 30 ans, un contrat d'affermage du chauffage et de l'eau chaude avec une société privée, la Sobrec, filiale de la Compagnie générale de chauffe. Cette société pratiquait des prix exorbitants... ce à quoi les habitants de Villejean répondirent pendant plusieurs années par un blocage des charges. Ce blocage était organisé dans le comité de coordination de l'action chauffage, qui rassemblait plusieurs associations de quartier.

Quand la gauche vint à passer, ce dossier « brûlant » fut le premier qu'elle trouva sur la table. Il y eut des expertises... et la Sobrec fut obligée de négocier. Avant et pendant la négociation, le comité de coordination fut tenu complètement à l'écart, malgré ses demandes réitérées. Et ce, au nom d'une conception, d'ailleurs claironnée : *« Le rôle des élus, c'est de décider. Le rôle des associations est de contrôler... mais après »*.

La municipalité en faisait son affaire : elle en fit aussi sa victoire. A grand renfort de publicité, une baisse de 20 % est annoncée comme un résultat spectaculaire. Pourtant, une partie des revendications n'avait pas été prise en compte, celles justement auxquelles les associations en lutte tenaient le plus, c'est-à-dire le remboursement du trop perçu par la Sobrec. Le rabais de 20 % s'est très vite révélé n'être qu'un rabais de 17 %. Une fois l'opération publicitaire réussie, ça a traîné pendant des mois...

L'OSCR : jusqu'où fourrer son nez

Il est important pour une municipalité bourgeoise d'avoir la haute main sur les associations : c'est cette volonté de les contrôler en même temps qu'elle les finançait qui a conduit la municipalité Fréville à créer, en 1961, l'Office social et culturel, organisme qui regroupait les associations et dont le rôle était en particulier d'assurer la répartition des subventions. Du fait que leurs représentants étaient minoritaires au conseil d'administration, les associations n'avaient jamais le dernier mot. Par le biais de l'O.S.C.R., Fréville finançait les projets à sa botte, et, au contraire, faisait jeter au panier ceux qui n'avaient pas l'heur de lui plaire.

La pression des associations contre ce système de tutelle était si fort... qu'avec la gauche, ça a changé. En 1978, les associations sont devenues majoritaires au conseil d'administration qui décidait désormais des subventions, au vu des projets qui lui étaient soumis. La municipalité, quant à elle, se contentait désormais d'attribuer une subvention globale.

C'était un net progrès. Mais coup de théâtre, dans une lettre qui fit bondir les associations, Martial Gabillard, adjoint à l'animation culturelle, revendiquait le droit pour la municipalité de compulser les dossiers pour subventions, présentés par les associations. Et cela avant même qu'ils soient discutés par le conseil d'administration. Il y avait là clairement affirmée la volonté d'un contrôle direct sur les associations.

La réaction unanime des associations a fait provisoirement tourner bride à ce projet. Il est cependant significatif d'une conception peu démocratique de la vie associative. Si Gabillard a reculé dans sa tentative de contrôle direct, il n'en essaie pas moins d'orienter les associations en fonction des objectifs de sa « grande politique d'animation » : il serait certainement plus à son goût que telle association trop revendicative se tourne vers l'organisation du carnaval. A quand les comités de quartier transformés d'office en comités des fêtes ?

Premier bilan

On est fort éloigné à vrai dire des promesses clinquantes faites par Hervé et Phliponneau avant leur élection. Des nuances sont apparues par rapport au style autocratique de la période Fréville : mais le changement est-il si grand ?

Le conseil municipal garde entièrement l'initiative. Le conseil municipal ? Plutôt le maire et ses adjoints. Le simple conseiller municipal ne joue qu'un rôle de figurant (certains n'ont même pas de bureau, et s'en plaignent publiquement). Lors des réunions du conseil, Hervé trône dans le pur style « grand siècle », les conseillers s'écrasent et entérinent.

Quant au processus démocratique, comme nous l'avons vu, il se résume à quelques réunions. Cette concertation de surface bénéficie d'ailleurs beaucoup plus à l'exécutif municipal qu'aux classes populaires : elle permet de mettre un peu d'huile sur les rouages grinçants. Il est incontestablement plus facile de faire ainsi passer des décisions, que s'il fallait les imposer.

Yannick DAGORN